

RAPPORT N° 2024/6-02
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024

OBJET

TRAVAUX DE SECURISATION DE L'ALIMENTATION D'EAU POTABLE DU SECTEUR DE SAINT-FRANÇOIS DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS – VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

Par Délibération N° 2024/4-03 du 5 septembre 2024, vous avez autorisé le Président à solliciter une subvention auprès de l'Office Français de la Biodiversité et de l'Office de l'Eau de la Réunion pour le financement des travaux de sécurisation de l'alimentation d'eau potable du secteur de Saint-François de la commune de Saint-Denis.

Le plan de financement présenté était le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	40 %	560 000,00 €
Office de l'eau Programme pluriannuel d'aides 2022-2027	40 %	560 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	280 000,00 €
TOTAL (HT)		1 400 000,00 €

A l'issue de la procédure d'attribution des marches de travaux, le coût de cette opération a été révisé à 1 338 129,00 € HT.

Par délibération du 10 décembre 2024, l'Office de l'Eau de la Réunion a répondu favorablement à la sollicitation de la CINOR pour le financement de ces travaux dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention 2022-2027.

Leur conseil d'administration a validé la demande de subvention de la manière suivante :

Travaux	Financier	Montant HT du projet	Montant des dépenses éligibles	Taux intervention sur les dépenses éligibles	Montant de la subvention
TRAVAUX DE SECURISATION DE L'ALIMENTATION D'EAU POTABLE DU SECTEUR DE SAINT-FRANÇOIS DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS	Office de l'Eau	1 338 129.00 €	484 800.00 €	50 %	242 400.00 €

L'Office de l'Eau de la Réunion a demandé à la CINOR de lui communiquer une délibération dans laquelle elle accepte la subvention allouée à ces travaux et valide le plan de financement définitif.

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le plan de financement s'établit comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
TRAVAUX DE POSE DE RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE SUR LA ROUTE NATIONALE 102 SITUEE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-MARIE ET CHEMIN BRAS DE FER SITUE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (€ HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	40.00 %	535 651.60 €

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-02-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

Office de l'Eau Programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	18.10 %	242 400.00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	54.69 %	561 077.40 €
TOTAL (HT)		1 339 129.00 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de sécurisation de l'alimentation d'eau potable du secteur de Saint-François de la commune de Saint-Denis ;
- accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **242 400,00 € HT** sur la base du montage financier précédent ;
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement d'un montant de **561 077,40 € HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2024/6-02
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

OBJET

TRAVAUX DE SECURISATION DE L'ALIMENTATION D'EAU POTABLE DU SECTEUR DE SAINT-FRANÇOIS DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS – VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/6-02 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-02-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de sécurisation de l'alimentation d'eau potable du secteur de Saint-François de la commune de Saint-Denis.

PLAN DE FINANCEMENT TRAVAUX DE POSE DE RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE SUR LA ROUTE NATIONALE 102 SITUEE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-MARIE ET CHEMIN BRAS DE FER SITUE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (€ HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	40.00 %	535 651.60 €
Office de l'Eau Programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	18.10 %	242 400.00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	54.69 %	561 077.40 €
TOTAL (HT)		1 339 129.00 €

ARTICLE 2

D'accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **242 400,00 € HT** sur la base du montage financier précédent

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement d'un montant de **561 077,40 € HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **23 DEC 2024**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-02-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024